



NATO
+
OTAN

Afghanistan



OTAN briefing

MAI 2004



L'ISAF
sous la
direction
de l'OTAN



L'objectif
final

© MOD Canada

Œuvrer pour apporter la paix et la stabilité à l'Afghanistan

«L'Afghanistan est une
priorité absolue de
l'OTAN»

L'OTAN a pris la direction des efforts internationaux consentis en vue d'assurer la sécurité en Afghanistan, s'engageant ainsi dans la première mission de l'Alliance en dehors de la zone euro-atlantique.

Cette décision sans précédent de prendre, depuis août 2003, le commandement et le contrôle stratégiques de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) agissant sous mandat des Nations Unies démontre la volonté et la capacité de l'OTAN de faire face à de nouveaux défis en matière de sécurité et d'accepter de nouvelles missions. Cette opération présente à

l'évidence des avantages pour toutes les parties concernées : l'Afghanistan et son peuple, les Nations Unies et la communauté internationale dans son ensemble.

Ses activités étant limitées dans un premier temps à la région de Kaboul, l'ISAF s'est vu confier depuis un plus grand rôle dans le but de soutenir ►

1



«Le renforcement du rôle de l'OTAN permet de résoudre le problème de la recherche constante, tous les six mois, d'un nouveau chef de file»



les efforts du gouvernement afghan dans sa volonté d'étendre son autorité au-delà de Kaboul et de renforcer la sécurité, la paix et la stabilité dans le pays.

L'ISAF a été créée le 20 décembre 2001 par la résolution 1386 du Conseil de sécurité des Nations Unies, avec pour mission d'aider l'Autorité provisoire afghane récemment constituée à maintenir la sécurité à Kaboul et dans les régions environnantes, afin que l'Autorité provisoire elle-même et le personnel des Nations Unies soient en mesure d'agir dans un environnement sûr. Les pays fournisseurs de troupes ont en outre été invités à aider l'Autorité provisoire à mettre en place de nouvelles forces armées et de sécurité afghanes. C'est ainsi qu'un partenariat tripartite a été instauré entre l'Autorité provisoire, l'ISAF et la Mission d'aide des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour permettre à ce pays de sortir de trois décennies de troubles et de parvenir, par un processus d'édification de l'Etat, à un avenir plus pacifique et prospère.

La contribution des pays membres de l'OTAN a toujours représenté plus de 90 pour cent des troupes de l'ISAF. Le rôle de pays chef de file de la mission a été assumé en premier par le Royaume-Uni (ISAF I) ; la Turquie a pris la relève, de juin 2002 à janvier 2003 (ISAF II) ; et de février à août 2003, ce rôle a été assuré conjointement par l'Allemagne et les Pays-Bas (ISAF III). Cette approche

séquentielle du commandement de l'ISAF a donné des résultats remarquables sur le terrain, mais a souffert du manque de continuité. Elle a fait peser une forte charge sur les pays chefs de file, dont la responsabilité incluait la direction stratégique, la planification et la constitution de forces, ainsi que la fourniture de capacités opérationnelles essentielles, telles que le renseignement et les communications. De plus, la recherche de pays chefs de file était incessante, puisqu'ils n'étaient disposés à assumer ces responsabilités que pour une période de six mois et il fallait, à chaque changement, établir un nouveau quartier général.

L'OTAN a commencé à jouer un rôle dans le cadre de l'ISAF parce que l'Allemagne et les Pays-Bas lui ont demandé un soutien pour la planification et l'exécution de l'ISAF III. Le fait que l'Alliance assume la coordination, le commandement et le contrôle stratégiques de l'ensemble de la mission constituait donc un prolongement logique de ce processus. Le renforcement du rôle de l'OTAN permet de résoudre le problème de la recherche constante, tous les six mois, d'un nouveau pays chef de file. De plus, la création d'un quartier général permanent de l'ISAF renforce la stabilité et la continuité, et permet aussi à de petits pays qui éprouvent des difficultés à remplir les fonctions de pays chef de file de jouer un rôle important au sein d'une structure multinationale. ■



L'ISAF sous la direction de l'OTAN

L'OTAN a officiellement pris la direction de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) le 11 août 2003. Sous la direction de l'OTAN, l'ISAF utilise la même bannière, et les opérations continuent d'être menées conformément aux résolutions du Conseil des Nations Unies actuelles et à venir. Le 13 octobre 2003, la résolution 1510 du Conseil de sécurité des Nations Unies a ouvert la voie à l'élargissement du mandat de l'ISAF au-delà de la ville de Kaboul pour qu'elle puisse aider le gouvernement afghan à étendre son autorité aux autres régions du pays et à assurer des conditions de sûreté et de sécurité propices au déroulement d'élections libres et équitables, à la primauté du droit et à la reconstruction du pays. Les autorités afghanes et les pays voisins se félicitent du fait que l'OTAN dirige l'ISAF et sont en faveur d'un rôle plus large de l'ISAF.

Le Conseil de l'Atlantique Nord, la plus haute instance décisionnelle de l'Alliance, assure la direction politique de l'ISAF, en consultation étroite avec les pays non OTAN qui lui fournissent des troupes. Pour faire progresser les aspects politico-militaires de l'engagement de l'OTAN dans le pays, l'Organisation a nommé, en janvier 2004, M. Hikmet Cetin, ancien Ministre turc des affaires étrangères, au poste de Haut représentant civil en Afghanistan. Il fournit des avis au Conseil de l'Atlantique Nord et en reçoit des orientations. Il travaille aussi en coordination étroite avec le Commandement de l'ISAF, les autorités afghanes et la MANUA, ainsi qu'avec d'autres éléments de la communauté internationale présents dans le pays.

La coordination, le commandement et le contrôle stratégiques sont exercés par le Grand quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE) à Mons, en Belgique, qui a également accueilli la cellule internationale de coordination des opérations de l'ISAF, regroupant les pays participants non membres de l'OTAN. Le Commandement de forces interarmées (JFC) à Brunssum, aux Pays-Bas, joue le rôle de quartier général au niveau opérationnel entre le SHAPE et le QG de l'ISAF à Kaboul. Grâce à cette capacité de recours aux moyens non déployés, le commandant de l'ISAF peut faire appel à un vaste pool de compétences et de moyens spécialisés, dans des domaines comme la planification stratégique, sans devoir les déployer en Afghanistan.

Le JFC Brunssum fournit également le noyau du QG sur le théâtre à l'ISAF V (février-août 2004), notamment des moyens de télécommunications et de soutien logistique. Ce noyau est renforcé par l'état-major du commandant de l'ISAF, choisi par roulement soit parmi un des commandements de l'OTAN, soit parmi les pays alliés fournisseurs de troupes. Un général canadien assure le commandement de l'ISAF depuis février 2004, ayant pris la relève d'un général allemand qui, en tant que responsable du Commandement des forces interarmées de l'OTAN, avait dirigé l'ISAF IV pendant la première période de six mois. Le Corps européen – force de réaction rapide composée d'éléments mis à disposition par la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg et l'Espagne – doit prendre la relève en août 2004, lorsque prendra fin le rôle de pays chef de file du Canada.

La décision prise par l'OTAN d'assumer le commandement de l'ISAF montre la détermination des pays membres à relever les nouveaux défis pour la sécurité, après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis. C'est une manifestation du programme de transformation de l'Alliance, qui a été exposé initialement à la réunion que les Ministres des affaires étrangères de l'OTAN ont tenue à Reykjavik (Islande) en mai 2002, au cours de laquelle ils ont décidé que : « l'OTAN,

pour accomplir ses missions, doit pouvoir aligner des forces capables de se déployer rapidement partout où elles sont nécessaires, de mener des opérations soutenues, à longue distance et dans la durée, et de réaliser leurs objectifs. » Cette décision fondatrice a effectivement ouvert la voie permettant à l'Alliance d'intervenir au-delà de la zone euro-atlantique, et notamment en Afghanistan. Le Sommet de Prague, en novembre 2002, a mis en place les programmes requis pour doter l'Alliance des capacités nécessaires pour entreprendre de nouvelles missions, potentiellement dans des régions éloignées.

Tâches principales

Dans le cadre de sa mission visant à contribuer à l'instauration d'un environnement sûr, l'ISAF effectue régulièrement des patrouilles conjointes avec la police de la ville de Kaboul et l'armée nationale afghane, projetant une image positive de travail d'équipe et de partenariat. L'ISAF soutient également la réforme du secteur de la sécurité et le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion. Elle aide notamment à entraîner et à former la nouvelle armée nationale afghane et la police nationale ainsi qu'à démobiliser les anciennes milices combattantes. (En mars 2004, quelque 7 000 soldats avaient reçu un entraînement et quelque 1 870 anciens combattants avaient été démobilisés). Elle aide aussi à collecter les armes lourdes et à les déposer dans des dépôts spéciaux. La remise des armes, qui a débuté en décembre dernier, est une étape essentielle en vue de renforcer la stabilité : non seulement les diverses milices afghanes n'ont plus accès à ces armes mais, à terme, les armes serviront pour la plupart à équiper la nouvelle armée nationale afghane. L'ISAF apporte également son soutien aux forces afghanes pour l'arrestation de terroristes présumés.

Autre tâche importante, le soutien apporté aux autorités afghanes pour assurer l'exploitation générale de l'aéroport international afghan de Kaboul, qui constitue une voie de communication essentielle



AFGHANISTAN

Population : environ 28 millions (juin 2003)

Superficie : 650 000 km²

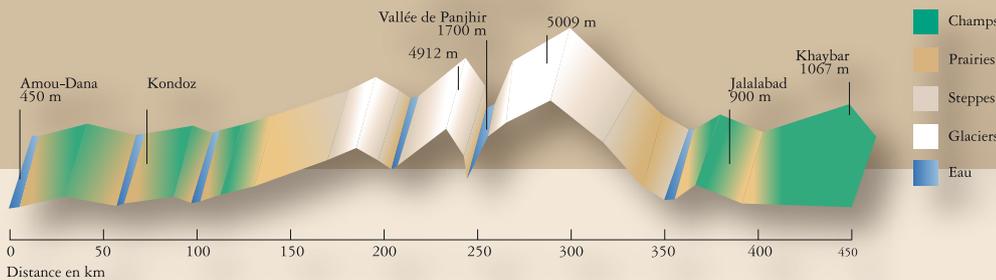
Pays limitrophes :

Chine, Iran, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan

Groupes ethniques :

Pashtouns 44%, Tadjiks 25%, Hazaras 10%, Minorités ethniques (Aimaks, Turkmènes, Baloutches, et autres) 13%, Ouzbeks 8%

Hindou Kuch



pour entrer en Afghanistan et en sortir, l'accès au pays par la route étant très difficile. L'ISAF effectue en outre quotidiennement des vols militaires et des opérations logistiques à l'aérodrome.

Dans toute sa zone d'opérations, l'ISAF coordonne des centaines de projets civilo-militaires qui répondent aux besoins élémentaires des populations, améliorent la qualité de vie et donnent un nouveau sentiment d'espoir à la population civile. Ces projets sont axés sur l'amélioration de l'administration locale, la reconstruction des infrastructures, la remise en état des écoles et des installations médicales, le rétablissement de l'approvisionnement en eau et en électricité, la santé, l'éducation et l'aide technique agricole.

De décembre 2003 à début janvier 2004, l'ISAF a apporté avec succès son soutien à la tenue de la *Loya Jirga* constitutionnelle, qui a posé les fondements de la création d'institutions démocratiques et servira de base à la reconstruction et à la réconciliation nationale. L'accord sur la constitution a ouvert la voie à des élections prévues pour septembre 2004. Alors que la responsabilité de la sécurité générale pendant les élections incombe en premier lieu aux forces de sécurité afghanes, l'OTAN a accepté de soutenir ces élections par une présence renforcée dans le nord du pays.

Elargissement de la mission

Suite à l'élargissement du mandat de l'ISAF au-delà de la ville de Kaboul, des plans ont été approuvés pour étendre la présence de l'ISAF sous la forme d'Equipes de reconstruction provinciale (PRT), d'abord dans le nord puis dans l'ouest de l'Afghanistan. Les PRT sont de petites équipes de personnels civils et militaires travaillant dans les provinces pour contribuer à étendre l'autorité du gouvernement central et assurer de meilleures conditions de sûreté et de sécurité propices à la reconstruction.

L'OTAN a commencé, le 6 janvier, par prendre le commandement de la PRT de Kunduz dirigée jusque là par l'Allemagne. La PRT de Kunduz sert de projet pilote pour de futures PRT dirigées par l'ISAF. Elle est composée d'un élément civil important, qui travaille en coopération étroite avec l'élément militaire, mais indépendamment de ce dernier ; seul l'élément militaire est intégré à la chaîne de commandement de l'ISAF. Les activités de la PRT visent essentiellement à renforcer l'autorité du gouvernement central, à encourager la mise en place de structures administratives et la primauté du droit, à renforcer les institutions

démocratiques et à mettre en œuvre des plans de reconstruction à moyen et à long terme. Ses patrouilles élargissent graduellement leur terrain d'action au-delà de Kunduz pour couvrir d'autres régions.

L'ISAF a l'intention de prendre la direction de cinq nouvelles PRT d'ici au Sommet de l'OTAN qui se tiendra à Istanbul à la fin juin 2004. L'élargissement des opérations de l'ISAF prévoit aussi des déploiements temporaires hors zone en vue d'exécuter des tâches particulières, comme contribuer à assurer la sécurité lors du processus d'inscription sur les listes électorales et des élections présidentielles et parlementaires qui se tiendront en septembre 2004, ainsi que des tâches liées à la réforme du secteur de la sécurité et au processus de désarmement et de démobilisation.

A mesure que s'étendent les opérations de l'ISAF, on recherchera des synergies entre l'ISAF et l'opération *Enduring Freedom*, menée par les Etats-Unis pour retrouver et combattre les éléments talibans et d'*al-Qaida* qui subsistent encore. Il faudra notamment assurer la sécurité des nouvelles PRT dirigées par l'OTAN, jusqu'à ce que l'Alliance ait développé ses propres capacités opérationnelles dans le pays.



«Notre propre sécurité
est intimement liée
à l'avenir de
l'Afghanistan»
Jaap de Hoop Scheffer

L'objectif final

L'objectif final de l'OTAN en Afghanistan est d'aider à la création des conditions grâce auxquelles ce pays pourra jouir d'un gouvernement représentatif et d'une paix et d'une sécurité ayant leur dynamique propre.

D'importants progrès ont déjà été réalisés. « Deux ans après la chute du régime taliban », explique le lieutenant-général Rick Hillier, de l'Armée canadienne, deuxième commandant de l'ISAF dirigée par l'OTAN, « il règne à nouveau à Kaboul un sentiment de sécurité qui n'existait plus depuis longtemps. La ville connaît en outre un mini boom économique à mesure que les réfugiés rentrent chez eux, les marchés sont florissants et de nouvelles constructions surgissent au milieu des ruines de la vieille ville. Une nouvelle constitution a été approuvée, qui oriente désormais le développement politique du pays. Et élément qui est peut-être le plus significatif pour les perspectives à long terme du pays, plus de cinq millions de garçons et de filles - le plus grand nombre d'élèves que l'Afghanistan ait jamais connu - sont retournés à l'école en mars 2004 ».

Il subsiste néanmoins d'importants problèmes. La menace terroriste contre l'ISAF constitue un sérieux motif de préoccupation. De surcroît, les activités persistantes d'*Al-Qaida* et des talibans dans le sud et le sud-est de l'Afghanistan, et les luttes entre factions dans les provinces du nord du pays compromettent la mission de l'ISAF en créant un climat d'incertitude. Le trafic des stupéfiants, la criminalité organisée et l'état médiocre des

infrastructures locales demeurent des défis à long terme pour l'Afghanistan et la communauté internationale œuvrant à la reconstruction du pays.

Bien que la reconstruction de l'Afghanistan soit une tâche qui incombe principalement aux Afghans eux-mêmes, l'OTAN aide à créer, par l'intermédiaire de l'ISAF, la stabilité, préalable indispensable au succès de la reconstruction. Et il est également dans l'intérêt des pays de l'OTAN et de la communauté internationale dans son ensemble d'apporter leur soutien au processus de stabilisation et de reconstruction. Comme l'a déclaré le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, lors de la conférence internationale des donateurs qui s'est tenue à Berlin tout récemment : « L'Afghanistan est une priorité absolue de l'OTAN. Notre propre sécurité est étroitement liée à l'avenir de l'Afghanistan en tant que pays stable et sûr dont les habitants peuvent reconstruire leur vie après des décennies de guerre... Si nous voulons gagner la guerre contre le terrorisme, nous devons d'abord gagner la paix en Afghanistan... L'OTAN continuera de jouer son rôle dans cet effort. »

On pourra trouver des informations complémentaires concernant l'ISAF sur le site www.nato.int/issues/afghanistan/index.htm



ISAF Force Internationale d'Assistance à la Sécurité

La Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) dispose d'un mandat d'imposition de la paix, au titre du Chapitre 7 de la Charte des Nations Unies. Elle a été créée conformément aux décisions de la conférence tenue à Bonn en décembre 2001, au cours de laquelle les dirigeants de l'opposition afghane se sont réunis pour amorcer le processus de reconstruction de leur pays. Les tâches de l'ISAF sont énoncées dans l'Accord militaro-technique signé en janvier 2002 entre le Commandant de l'ISAF et l'Autorité provisoire afghane. Elle doit notamment aider l'Autorité provisoire à maintenir la sécurité à Kaboul et dans les régions environnantes, afin que l'Autorité provisoire elle-même et le personnel des Nations Unies soient en mesure d'agir dans un environnement sûr.

L'ISAF aide aussi à l'établissement de structures de sécurité fiables, au recensement des besoins de reconstruction, et à la formation et au développement des futures forces de sécurité afghanes. Quatre résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies (1386, 1413, 1444 et 1510) traitent de l'ISAF, mais cette dernière n'est pas une force des Nations Unies. Elle constitue en fait une coalition de pays volontaires, déployée sous l'autorité du Conseil de sécurité des Nations Unies, soutenue et maintenant dirigée par l'OTAN, et financée par les pays fournisseurs de troupes. Au 27 avril 2004, l'ISAF comptait quelque 6300 hommes venant de 36 pays, dont les 26 pays membres de l'OTAN.



L'Afghanistan après les talibans

Au lendemain du renversement du régime des talibans, l'Afghanistan était l'un des pays les plus pauvres de la planète, conséquence de plus de vingt années de combats, de régimes répressifs et de séquelles de la guerre. On estime que depuis l'invasion de l'Afghanistan par les forces soviétiques en 1979, plus de deux millions d'Afghans ont été tués, et le nombre des blessés et des handicapés à vie est encore très largement supérieur. L'Afghanistan est le pays le plus fortement miné au monde : on y compte, selon les estimations, de cinq à sept millions de mines terrestres et 750 000 munitions non explosées. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 70 pour cent des 22 millions d'habitants du pays souffrent de malnutrition, et l'espérance de vie est de 40 ans. La Banque mondiale estime à environ 200 dollars le PIB annuel par habitant.

En décembre 2001, les dirigeants de l'opposition afghane se sont réunis à

Bonn pour mettre en place une nouvelle structure de gouvernement pour leur pays, à savoir l'Autorité provisoire afghane. En juin 2002, une *Loya Jirga* nationale, un grand conseil spécifique à l'Afghanistan, s'est réunie et a donné à l'Autorité provisoire un délai de 18 mois pour l'organisation d'une nouvelle *Loya Jirga* constitutionnelle chargée d'adopter une constitution, et de 24 mois pour la tenue d'élections nationales. La *Loya Jirga* s'est tenue de décembre 2003 à janvier 2004, et des élections nationales sont prévues pour septembre 2004. Lors d'une conférence des donateurs, tenue à Tokyo en janvier 2002, la communauté internationale s'est engagée à verser, pour les trois premières années de reconstruction, un total de USD 4,7 milliards, devant être géré par la Banque mondiale. Lors d'une deuxième conférence des donateurs tenue à Berlin en mars 2003, les sommes engagées se sont élevées à USD 8,2 milliards pour les trois prochaines années.

Les Briefings de l'OTAN traitent des questions d'actualité de l'Alliance. Ils sont publiés sous l'autorité du Secrétaire général et ne reflètent donc pas nécessairement l'opinion ou la politique officielle des gouvernements des pays membres ou de l'OTAN.

Division Diplomatie publique de l'OTAN, 1110 Bruxelles - Belgique, site web : www.otan.nato.int, courriel : natodoc@hq.nato.int